

Brussels, 29 May 1973

WELCOMING ADDRESS BY MR. HAFERKAMP AT THE SIXTH CONFERENCE OF THE  
EUROPEAN CENTRE FOR PUBLIC ENTERPRISE ON 28 MAY 1973 IN BONN - BAD GODESBERG

Deputising for President Ortoli, Vice-President Haferkamp first referred to his personal connections with the European Centre for Public Enterprise from the time when he was still responsible for energy policy in the Commission of the European Communities. He welcomed the practice, observed in conferences of the European Centre for Public Enterprise, of discussing problems of general economic policy, especially on the occasion of the first conference to take place after the enlargement of the European Community.

Haferkamp referred to the extensive action programme after the Paris Summit Meeting. In his opinion, declarations of intent were not sufficient. Action programmes were interesting only when they produced results. "We must unfortunately conclude that in the seven months following the Paris Summit Conference, no important decisions were taken in the Council of Ministers that were not made inevitable by the pressure of external events. Even then only the minimum was done. It was not always the most powerful countries, which would have had to contribute most as a result of them, that presented far reaching decisions; other countries were also responsible. No company management or national government could afford to put off important decisions in the way the Council of Ministers of the European Communities does."

Wilhelm Haferkamp enumerated the important tasks of the European Communities in the near future: the GATT negotiations, the association of new developing countries, reorganisation within the framework of the International Monetary Fund, energy policy questions, the second phase of economic and monetary union. He referred to people who have described the proposals of the Commission of the European Communities for the second phase of economic and monetary union as too timid. If the many measures still outstanding in the first phase of economic and monetary union were to be caught up on this year and the new proposals introduced, a great change in the attitude which has existed up till now would be necessary. Whether or not the Commission really was too reticent would become clear when the proposed decisions had to be given concrete form, e.g. in budgetary policy or the granting of loans.

With regard to combatting inflation Wilhelm Haferkamp called to mind the fundamental decisions of the Council of October 1972. Almost every Member State had introduced a stabilisation programme on the basis of this decision. As the economic situation in the Member States varied, it was natural for these measures to take on different shades. He announced new proposals on the part of the Commission which the Council of Ministers must decide on quickly as delaying tactics could not solve the problem here either.

"The catalogue of tasks facing us shows that the individual Member States of the European Community can no longer cope with these problems, either internally or in external relations. The world will not wait for us. The time is approaching when each Government must show in the Council whether or not it takes the high-sounding declarations of the Paris Summit seriously and really wants decisions. This can be the case by the end of the year and will certainly be so in 1974 at the latest." Mr. Haferkamp concluded his remarks with an appeal to the representatives of the public enterprises present to use their influence to put an end to hesitation and to take Europe forward through action.

Bruxelles, le 29 mai 1973

INFORMATION A LA PRESSE • MITTEILUNG AN DIE PRESSE • INFORMAZIONE  
ALLA STAMPA • MEDEDELING AAN DE PERS • PRESS RELEASE

Allocution de bienvenue de M. HAFERKAMP au sixième congrès du  
Centre européen de l'entreprise publique, le 28 mai 1973 à Bonn-  
Bad-Godesberg

Ouvrant le congrès en l'absence de M. le Président Ortoli M. le Vice-Président Haferkamp a rappelé les relations personnelles qu'il a entretenues avec le Centre européen de l'entreprise publique, à l'époque où il détenait encore le portefeuille de la politique énergétique au sein de la Commission des Communautés. Il a salué la possibilité offerte par les congrès du CEEP de discuter des problèmes de politique économique générale, notamment lors de ce congrès, qui est le premier depuis l'élargissement de la Communauté européenne.

M. Haferkamp a évoqué le vaste programme d'action consécutif à la conférence au Sommet de Paris. A son avis, les déclarations d'intention ne suffisent pas. Les programmes d'action ne sont intéressants que s'ils débouchent sur des réalisations. "Nous devons malheureusement constater que depuis sept mois que s'est terminée la conférence au sommet de Paris, le Conseil de ministres n'a arrêté aucune décision essentielle qui n'ait été rendue inévitable par la pression d'événements extérieurs, et là encore on s'en est tenu à un minimum. Ce ne sont pas toujours des pays les plus puissants, pour lesquels les décisions auraient impliqué des sacrifices, qui ont empêché d'aller de l'avant, ce sont aussi les autres pays. Aucune entreprise, aucun gouvernement national ne pourrait se permettre de repousser des décisions aussi importantes, comme le fait le Conseil de ministre des communautés européennes."

M. Wilhelm Haferkamp a énuméré les grandes tâches de la CEE à l'avenir : les négociations dans le cadre du GATT, l'association de nouveaux pays en voie de développement, la réorganisation dans le cadre du Fonds monétaire international, les questions de politique énergétique, la deuxième étape de l'union économique et monétaire. Il a rappelé que certains ont qualifié de trop peu courageuse la proposition de la Commission des Communautés relative à la deuxième étape de l'union économique et monétaire. Au cas où les nombreuses mesures qui restent à prendre pour la première étape pourraient encore être arrêtées d'ici la fin de l'année et où les nouvelles propositions pourraient être introduites, il faudrait que s'opère un profond remaniement dans les méthodes employées jusqu'à présent. L'avenir dira, au cas où les décisions proposées seront prises concrètement, par exemple dans le domaine de la politique budgétaire ou de l'émission d'emprunts, si la Commission a vraiment fait preuve d'une trop grande réserve.

En ce qui concerne la lutte contre l'inflation, M. Haferkamp a rappelé les décisions fondamentales du Conseil en octobre 1972. Tous les Etats membres ont pratiquement entrepris, sur la base de ces décisions, un programme de stabilisation. Etant donné que la situation économique des Etats membres est différente, il est naturel que ces mesures aient été prises d'une manière nuancée. Il a annoncé que la Commission ferait de nouvelles propositions sur lesquelles le Conseil de ministres aura rapidement à se prononcer, car la tactique de l'ajournement ne contribue pas là non plus à résoudre le problème.

"La liste des tâches qu'il nous reste à accomplir montre que les divers Etats membres de la Communauté européenne ne pourront en finir avec ces problèmes, ni à l'intérieur, ni vis-à-vis de l'extérieur. Le monde ne nous attendra pas. Le moment approche où chaque gouvernement doit prouver au sein du Conseil qu'il prend au sérieux les grandes déclarations du sommet de Paris et qu'il entend prendre des décisions. Cela se fera sans doute à la fin de l'année, cela doit se faire au plus tard en 1974". M. Haferkamp a terminé son allocution en lançant un appel aux représentants présents des entreprises publiques pour qu'ils usent de leur influence en vue de mettre fin aux hésitations afin que l'Europe agisse et progresse.